

**Réunion du Conseil général
14 février 2024**

RÉFORME DE L'OMC

"RÉFORME PAR L'ACTION"¹

ÉTAT DE LA SITUATION AUX CONSEILS, COMITÉS ET ORGANES DE NÉGOCIATION DE L'OMC

Révision

1 CONTEXTE

1.1. Conformément aux paragraphes 3 et 4 du document final de la CM12, le processus de réforme de l'OMC a été lancé par le Président de l'époque du Conseil général, S.E. M. Didier Chambovey (Suisse), au moyen d'une série de consultations – avec la participation de plus de 100 délégations aux discussions. L'un des messages qui en est ressorti était qu'il fallait améliorer le fonctionnement quotidien des conseils, comités et groupes de négociation de l'OMC (organes de l'OMC). En particulier, ces travaux consisteraient à examiner comment les Membres faisaient les choses à l'OMC et à trouver comment faire mieux. Plusieurs Membres ont noté que ces réformes devraient être organiques et engagées dès que possible et chaque fois que possible – une "réforme par l'action".

1.2. Comme d'autres organes de l'OMC sont aussi chargés de mener une réforme, de nombreux Membres ont suggéré que le Conseil général se coordonne avec eux à cet égard. De même, le Conseil général devrait être une enceinte permettant aux Membres d'être informés de l'évolution de l'ensemble du processus et d'en obtenir une vision globale. Parallèlement, plusieurs Membres ont dit que le rôle du Conseil général ne devrait pas se limiter à établir la synthèse des différentes discussions sur la réforme. Il devrait aussi procéder à l'examen de questions horizontales/transversales – que ce soit sur un mode formel ou informel. Faisant référence aux discussions pertinentes au Conseil général, certains Membres ont toutefois averti que les Membres devraient mettre en œuvre le paragraphe 3 d'une façon effective.

1.3. Compte tenu des perspectives des Membres et parallèlement aux conversations formelles et informelles sur cette question au Conseil général, le Président de l'époque du Conseil général a noté que chaque organe devrait être chargé de voir ce qui avait été fait et d'examiner comment il pourrait améliorer son fonctionnement quotidien et mieux s'acquitter de son mandat. De plus, il avait encouragé les organes de l'OMC qui avaient déjà engagé de telles discussions à les poursuivre. Pour que tous les Membres soient tenus au courant des discussions, les organes de l'OMC devraient faire rapport au Conseil général, selon qu'il serait approprié. Pour faciliter ces travaux, la Présidente du Conseil général se coordonnerait avec la Directrice générale et les Présidents des organes de l'OMC. Depuis, les travaux se sont poursuivis, au Conseil général et dans ses organes subsidiaires. Pendant cette période, les Membres ont également distribué de nombreux documents et propositions et ont présenté des idées sur la "réforme par l'action".

¹ À la demande des Membres, la Présidente du Conseil général, S.E. Mme Athaliah Lesiba Molokomme (Botswana), a indiqué que le Conseil continuerait de suivre les progrès accomplis et d'assurer une coordination avec les organes de l'OMC à mesure que les travaux de "réforme par l'action" avanceraient. À cet égard, outre les rapports des Présidents respectifs des organes de l'OMC, le Secrétariat continuerait de mettre à jour le rapport figurant dans le document [JOB/GC/359](#) à chaque session ordinaire du Conseil général, au moins jusqu'à la CM13. Compte tenu de la réunion extraordinaire du Conseil général du 14 février, cette mise à jour contient les contributions des conseils, comités et organes de négociation de l'OMC pour lesquels des renseignements actualisés sont disponibles depuis la distribution des documents [JOB/GC/345](#) et [JOB/GC/345/Add.1](#) et elle s'appuie sur le rapport distribué sous la cote [JOB/GC/359/Rev.2](#). La présente mise à jour a été établie **uniquement à titre informatif** et elle est sans préjudice de la position d'aucun Membre.

1.4. À cet égard, la Présidente actuelle du Conseil général, S.E. Mme Athaliah Lesiba Molokomme (Botswana), a convoqué une réunion informelle sur la réforme de l'OMC axée sur la fonction de délibération et des questions institutionnelles le 16 juin 2023. Au cours de ces discussions, la Présidente du Conseil général a noté que, dans le cadre de la "réforme par l'action", le but consistant à faciliter la participation des Membres dans les organes de l'OMC avait été soulevé dans plusieurs conseils, comités et groupes de négociation de l'OMC et dans des propositions de réforme. La participation effective de tous les Membres dans les organes de l'OMC avait été mise en avant comme un élément important pour faire avancer les travaux de manière inclusive et répondre aux objectifs des Membres. À cet égard, un certain nombre de difficultés et de préoccupations concernant la participation avaient été évoquées dans les propositions ou les contributions des Membres, dont:

- a. des problèmes de calendrier dus à des chevauchements entre les réunions;
- b. des renseignements insuffisants sur les points à l'ordre du jour, y compris les mesures attendues; la disponibilité, suffisamment à l'avance, des documents et des présentations dans les trois langues officielles de l'OMC; et la disponibilité de comptes rendus écrits en temps utile. Il a été indiqué que ces facteurs avaient des répercussions considérables sur la préparation efficace des réunions et la participation active à celles-ci;
- c. un soutien inadapté pour les travaux de suivi découlant des réunions;
- d. la disparité dans l'utilisation des outils numériques;
- e. des bases de données dispersées;
- f. la nécessité d'améliorer la capacité à examiner des questions pertinentes de manière ordonnée et directe;
- g. la nécessité d'améliorer l'efficacité, la planification et la gestion du temps; et
- h. le soutien aux délégués, entre de nombreuses autres choses.

1.5. Plusieurs idées avaient aussi été proposées pour résoudre ces problèmes et répondre à ces préoccupations. À cet égard, les Membres ont fait référence à la "réforme par l'action" en cours, qui était alimentée par les contributions des Membres. Si des mesures avaient déjà été prises dans certains organes de l'OMC pour apporter des améliorations avant la CM12, un certain nombre d'organes avaient, dans l'intervalle, introduit des améliorations dans leurs processus de travail ou étaient en train de les envisager.

1.6. Sur la base de ces efforts et pour répondre à la demande de plusieurs délégations souhaitant une cartographie des travaux de "réforme par l'action" menés dans les organes de l'OMC, la Présidente du Conseil général a demandé au Secrétariat d'établir un tableau récapitulatif, à titre indicatif, contenant des informations sur les pratiques et les mesures destinées à faciliter la participation des Membres dans les conseils, comités et groupes de négociation de l'OMC. Le tableau "Réforme par l'action" figure dans le document [JOB/GC/345](#).

1.7. La Présidente du Conseil général a noté que le tableau recensait les demandes ou les suggestions des Membres reflétées dans les propositions et/ou pendant les discussions sur la réforme dans les organes de l'OMC. Il classait les suggestions des Membres en quatre catégories de pratiques et de mesures:

- a. celles liées à la planification et à l'organisation des réunions;
- b. les procédures de travail, y compris la facilitation des préparatifs et du suivi des réunions;
- c. les outils numériques; et
- d. le soutien aux délégués.

1.8. La Présidente du Conseil général a également dit que ce tableau, fondé sur les demandes des Membres, semblait faire ressortir des tendances communes.

- a. Premièrement, les Membres attachaient de l'importance à la gestion effective du temps, au fait d'éviter les problèmes de calendrier et aux moyens de traiter efficacement les questions grâce au regroupement des réunions et à des sessions conjointes sur des sujets transversaux lorsque cela est approprié.
- b. Deuxièmement, des informations suffisantes communiquées avant et après les réunions dans les trois langues de l'OMC, l'établissement efficace des ordres du jour et des moyens effectifs de répondre aux préoccupations commerciales semblaient aussi revêtir une grande importance pour les Membres.
- c. Troisièmement, les outils numériques étaient de mieux en mieux acceptés pour faciliter la participation des Membres aux organes de l'OMC et le Secrétariat continuait à répondre à ce besoin.
- d. Quatrièmement, les Membres demandaient que le Secrétariat soutienne les délégués et les fonctionnaires en poste dans les capitales pour qu'ils se familiarisent mieux à la fois avec le fonctionnement de chaque organe de l'OMC sur le fond et avec leurs travaux courants.

1.9. La Présidente du Conseil général a indiqué que, d'après les propositions des Membres, les rapports distribués par certains Présidents et le tableau "Réforme par l'action", les Membres non seulement soulevaient et examinaient les difficultés liées à leur participation, mais aussi et surtout faisaient des suggestions pratiques sur les mesures à prendre pour résoudre ces difficultés. Elle trouvait aussi encourageant d'observer que non seulement des travaux étaient en cours dans les organes de l'OMC, conformément aux instructions données par les Ministres, mais aussi qu'un certain nombre d'améliorations concrètes avaient déjà été mises en œuvre ou le seraient prochainement. En outre, les Membres sont convenus de faire avancer et de mettre en œuvre la "réforme par l'action", selon qu'il sera approprié, dans les organes de l'OMC.

1.10. Depuis la réunion informelle du 16 juin, les organes de l'OMC ont poursuivi leurs travaux concernant la "réforme par l'action". Une mise à jour de ces travaux a ensuite été fournie dans le document [JOB/GC/345/Add.1](#). Suite à une demande adressée par les Membres à la Présidente du Conseil général concernant l'établissement d'une liste de mesures issues des propositions des Membres et pouvant s'appliquer horizontalement dans tous les organes de l'OMC, la Présidente a demandé aux secrétaires des organes de l'OMC d'identifier quelques améliorations procédurales transversales non controversées que tous les organes de l'OMC pourraient envisager de mettre en œuvre selon qu'il serait approprié ou faisable.

1.11. À cet égard, à la réunion du Conseil général des 24-25 juillet 2023, la Présidente du Conseil général a présenté **10 mesures procédurales** dont elle a demandé à tous les organes de l'OMC d'envisager l'application, selon qu'il serait approprié ou faisable, pour faciliter la participation des Membres aux organes de l'OMC et améliorer la préparation des réunions et des travaux de suivi:

- a. **Améliorer encore le soutien apporté aux délégués, y compris les nouveaux, par le Secrétariat.**
- b. **Améliorer encore le soutien apporté aux nouveaux Présidents par les secrétaires des organes de l'OMC correspondants.**
- c. **Moderniser l'apparence et le format des aérogrammes, selon qu'il sera approprié et faisable, en ajoutant des renseignements utiles pour faciliter la préparation des réunions.**
- d. **Inclure systématiquement des hyperliens vers les documents mentionnés dans les aérogrammes, les rapports et tout autre document distribué aux Membres.**
- e. **Le cas échéant et si cela est faisable, utiliser des ordres du jour annotés avant les réunions formelles, décrivant chaque point de l'ordre du jour et fournissant un contexte pertinent.**

- f. Envisager l'introduction d'ordres du jour électroniques, selon qu'il sera approprié.**
- g. Distribuer les rapports oraux des Présidents ou du Secrétariat, selon qu'il sera approprié.**
- h. S'efforcer de distribuer les comptes rendus aussi rapidement que possible après les réunions.**
- i. Améliorer l'enregistrement électronique des délégués par le biais de la plate-forme e-delegate – notamment indiquer les domaines dont le délégué est chargé. À cet égard, le rôle des coordonnateurs de délégation sera essentiel.**
- j. Continuer de participer à des séances de partage de données d'expérience et de renseignements, selon qu'il sera approprié.**

1.12. Les Membres ont pris note de ces mesures et des travaux réalisés à la réunion de juillet du Conseil général. Les efforts concernant la "réforme par l'action" se poursuivent dans les différents organes de l'OMC.

1.13. À la Réunion des hauts fonctionnaires des 23-24 octobre 2023, les hauts fonctionnaires ont pris note des travaux de "réforme par l'action", félicité les ambassadeurs, représentants permanents et délégués qui travaillent d'arrache-pied pour leurs efforts dans ce sens et les ont encouragés à poursuivre la "réforme par l'action" ensemble, dans l'intérêt des Membres.

1.14. Lors de la réunion du Conseil général des 13-15 décembre 2023, la Présidente du Conseil a indiqué aux Membres que les travaux concernant la réforme par l'action avaient progressé en 2023. Elle a en particulier noté que le Conseil du commerce des marchandises avait adopté un rapport, portant la cote [G/L/1523](#), faisant état de 127 réformes qui avaient été mises en œuvre pour améliorer son fonctionnement et celui de ses 14 organes subsidiaires. Ces réformes prévoyaient notamment des changements significatifs visant à assister les délégués, des mesures destinées à améliorer la planification et l'organisation des réunions, des procédures pour la conduite des réunions formelles et informelles et l'introduction d'outils numériques pour améliorer la productivité et l'échange de renseignements. La Présidente a aussi relevé que des efforts importants avaient été entrepris dans d'autres conseils et comités de l'OMC.

2 MISES À JOUR APPORTÉES AU TABLEAU CONCERNANT LA "RÉFORME PAR L'ACTION" ([JOB/GC/345](#)) PAR LES CONSEILS, COMITÉS ET GROUPES DE NÉGOCIATION DE L'OMC²

2.1 Conseils et comités

2.1.1 Conseil général

2.1. Depuis juillet 2023, des projets d'ordre du jour annotés sont distribués pour aider les délégations à se préparer aux réunions du Conseil général. De plus, les documents mentionnés dans les documents, comptes rendus et ordres du jour du Conseil général sont désormais accessibles par hyperlien. Le Secrétariat teste actuellement une version pilote interne d'e-Agenda pour le Conseil général. Le portail électronique du Conseil général (PECG) est mis à jour chaque année – [OMC | Portail électronique du Conseil général \(PECG\)](#). Afin de rendre la conduite des réunions plus efficace, la Présidente du Conseil général soumet les interventions au Conseil général à des limites de temps.

2.1.2 Organe d'examen des politiques commerciales

2.2. Le 26 juillet 2023, les Membres ont achevé avec succès la septième évaluation du Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC) ([WT/TPR/500](#)). Cette évaluation a notamment abouti à l'amélioration et à l'adoption uniforme, par tous les Membres, du système informatisé "dans les délais les plus brefs" pour faciliter le processus de questions et réponses dans le cadre des EPC. Des progrès notables ont été accomplis depuis lors dans la mise au point de la plate-forme informatisée

² La présente section contient uniquement les contributions des conseils, comités et organes de négociation de l'OMC pour lesquels des renseignements actualisés ont été communiqués depuis la distribution du tableau figurant dans le document [JOB/GC/345](#), le 2 juin 2023.

de questions et réponses, dont la phase de conception s'est achevée en janvier 2024 à la suite de consultations avec les Membres de l'OMC. Le travail de codage destiné à rendre le site opérationnel est en cours, à la suite de quoi il sera prêt pour d'autres tests. Les résultats de la septième évaluation sont reproduits dans le document [WT/MIN\(24\)/5](#). Par ailleurs, le Secrétariat a commencé à créer des hyperliens vers les documents de l'OMC cités dans les rapports d'EPC du Secrétariat et des gouvernements, et il fera de même dans les aérogrammes à compter de février 2024.

2.1.3 Conseil du commerce des marchandises

2.3. Dans le cadre de la réforme de l'OMC, les discussions au Conseil du commerce des marchandises (CCM) ont essentiellement porté sur la manière d'améliorer la fonction de délibération des organes permanents de l'OMC. Ces travaux sont importants car le CCM supervise le fonctionnement de 14 organes subsidiaires, qui, collectivement, mettent en œuvre l'ensemble des accords relatifs au commerce des marchandises figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, et représentent la majorité des organes permanents de l'OMC. En outre, le bon fonctionnement de ces organes permanents est une condition nécessaire à la bonne mise en œuvre future de certains des changements de fond qui sont envisagés dans le cadre des discussions plus larges sur la réforme de l'OMC.

2.4. Le CCM a entamé ses discussions sur la réforme de l'OMC en juillet 2022, sur la base du mandat énoncé dans le document final de la CM12. Au cours de ces discussions, le Président du CCM a fait observer qu'il y avait trois éléments qui pourraient avoir une incidence sur les travaux du Conseil et il a tenu des consultations avec les Membres pour déterminer la voie à suivre, y compris pour ce qui était d'améliorer la fonction de délibération de l'OMC en améliorant les procédures de travail du CCM et de ses organes subsidiaires. Depuis lors, le CCM a tenu six réunions informelles pour examiner des propositions spécifiques des Membres visant à améliorer le fonctionnement de cet organe.³ Les Présidents du CCM ont systématiquement assuré la transparence de ces discussions au moyen de rapports distribués sous leur responsabilité après chacune des réunions. À leur demande, le Secrétariat a également établi des tableaux indiquant la situation de chacune des propositions.⁴ Aux quatre réunions formelles tenues pendant cette période, le Président actuel du CCM et ses prédécesseurs ont rendu compte des travaux entrepris dans ce domaine.⁵

2.5. À sa réunion formelle des 3-4 avril 2023, le CCM a adopté des décisions pour améliorer quatre de ses procédures de travail⁶ et a pris note de modifications additionnelles que le Secrétariat a introduites après avoir reçu les observations des Membres. Le 2 octobre 2023, le Conseil a adopté cinq améliorations additionnelles par voie de procédures écrites.⁷ À sa réunion formelle du 30 novembre 2023, le CCM a adopté, à titre d'essai, quatre mesures additionnelles pour améliorer son fonctionnement.⁸ Lors de cette même réunion, le Conseil a rappelé qu'il importait de respecter les paragraphes 4 et 7 des "Lignes directrices concernant l'organisation des réunions des organes

³ Le CCM a tenu des réunions informelles le 14 octobre 2022 ([ICN/CTG/5](#), [ICN/CTG/5/Add.1](#) et [JOB/CTG/17](#)); le 31 janvier 2023 ([ICN/CTG/7](#), [ICN/CTG/7/Add.1](#) et [JOB/CTG/20](#)); le 27 février 2023 ([ICN/CTG/8](#), [ICN/CTG/8/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/23](#)); le 31 mars 2023 ([ICN/CTG/9](#), [ICN/CTG/9/Add.1](#), [ICN/CTG/9/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/27](#)); le 31 mai 2023 ([ICN/CTG/10](#), [ICN/CTG/10/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/28](#)); et le 19 septembre 2023 ([ICN/CTG/12](#), [ICN/CTG/12/Suppl.1](#) et [JOB/CTG/37](#)).

⁴ Ces tableaux figurent dans les documents [JOB/CTG/27](#), [JOB/CTG/28](#), [JOB/CTG/32](#), [JOB/CTG/33](#) et [JOB/CTG/37](#).

⁵ Voir les comptes rendus des réunions du CCM reproduits dans les documents [G/C/M/143](#) (sous-section 49.2), [G/C/M/144](#) (sous-section 53.2), [G/C/M/145](#) (section 7) et [G/C/M/146](#) (section 4).

⁶ La réforme adoptée inclut: i) une prolongation de 15 jours civils du délai pour demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour; ii) la distinction faite, parmi les préoccupations commerciales inscrites à l'ordre du jour, entre les questions nouvelles et les questions déjà soulevées; et iii) l'inclusion des préoccupations commerciales du CCM dans la base de données sur les préoccupations commerciales. Voir les documents [G/C/M/145](#) section 7, [JOB/CTG/27](#) et [JOB/CTG/28](#).

⁷ La réforme adoptée inclut: i) l'introduction d'un ordre du jour annoté, à titre d'essai; ii) la modification des options par défaut pour les déclarations dans l'eAgenda; iii) la disponibilité en ligne, dans les trois langues de l'OMC, de tous les documents destinés à être examinés aux réunions; iv) la disponibilité en ligne, dans les trois langues de l'OMC, des exposés destinés à être examinés aux réunions; et v) un accord concernant la tenue annuelle d'une séance sur les outils numériques de l'OMC. Voir le document [G/L/1490](#).

⁸ Les réformes adoptées incluent: i) la distribution de renseignements concernant les réunions informelles; ii) la note de suivi de la Présidence concernant les actions prises suite aux réunions formelles; iii) le Centre d'information du CCM; et iv) le format et la teneur de l'avis de convocation (aérogramme). Voir le document [G/L/1522](#).

de l'OMC"⁹ (document [WT/L/106](#)), qui prévoient qu'il est souhaitable de fixer les dates des réunions formelles préalablement à l'année civile suivante et de présenter un avis écrit pour expliquer aux délégations les raisons des annulations ou reports des réunions. Dans l'ensemble, le CCM est convenu d'un total de 27 améliorations, dont 13 modifications convenues par voie de décisions formelles, et 14 modifications pour lesquelles le Président ou le Secrétariat avait pris des mesures à la suite de discussions avec les Membres.

2.6. Afin de rendre compte de l'ensemble des progrès réalisés dans le domaine des marchandises, à sa réunion formelle du 30 novembre 2023, le CCM a adopté un rapport décrivant 127 réformes adoptées concernant le fonctionnement du CCM et de ses 14 organes subsidiaires (document [G/L/1523](#)), dont 67 modifications qui avaient été formellement adoptées par ces organes et 60 modifications pour lesquelles le Président ou le Secrétariat avait pris des mesures à la suite de discussions avec les Membres. Comme convenu par les Membres, le rapport a été présenté au Conseil général pour examen.

2.1.4 Organe de règlement des différends

2.7. L'ORD est en train d'inclure des hyperliens vers les documents cités dans les aérogrammes, les ordres du jour proposés et les rapports annuels. Toute autre amélioration sera communiquée en conséquence.

2.1.4.1 Comité des pratiques antidumping

2.8. Le Comité a tenu des réunions informelles le 3 mai, le 20 juin et le 2 octobre 2023. Par le biais de deux processus écrits, les Membres sont convenus de quatre points, décrits dans le document [G/ADP/32](#), et d'un point additionnel, décrit dans le document [G/ADP/33](#), respectivement, destinés à améliorer le fonctionnement du Comité des pratiques antidumping.

2.1.4.2 Comité de l'agriculture

2.9. À sa réunion des 27-28 juin 2023, le Comité de l'agriculture a approuvé l'utilisation d'un ordre du jour annoté pour ses réunions, suivant le projet établi par le Secrétariat dans le document [RD/AG/112](#).

2.10. À sa réunion des 27-29 novembre 2023, le Comité est convenu d'avancer le calendrier pour la publication de l'aérogramme de rappel et la clôture de l'ordre du jour, de 35 et 15 jours civils avant la date de la réunion, respectivement, ce qui a ménagé davantage de temps aux délégations pour les préparatifs.¹⁰ Dans le cadre des discussions actuellement tenues au Comité en vue d'améliorer ses fonctions de délibération, le Secrétariat est convenu d'organiser chaque année une séance d'information à l'intention des nouveaux délégués chargés de l'agriculture. La première séance d'information¹¹ sur les travaux et les fonctions du Comité a eu lieu en marge de la réunion de novembre 2023 du Comité. Elle a aussi évoqué la distinction entre la session ordinaire et la session extraordinaire du Comité, et la différence entre leurs rôles.

2.1.4.3 Comité des licences d'importation

2.11. Le Comité s'est réuni de façon informelle le 14 mars et le 29 septembre 2023 et a tenu des discussions informelles sur son fonctionnement à sa réunion formelle du 23 mai 2023. Les vues exprimées par les Membres sont consignées dans les documents [ICN/LIC/1/Add.1](#) et [ICN/LIC/2/Add.1](#). Les Membres ont en outre présenté des communications écrites. Un tableau résumant les discussions sur l'amélioration du fonctionnement du Comité figure dans le document [JOB/LIC/4](#). À sa réunion du 31 octobre 2023, le Comité a adopté un rapport sur l'amélioration de son fonctionnement, à examiner par le CCM, qui figure dans le document [G/L/1511](#) du 7 novembre 2023. Le CCM a incorporé le rapport du Comité dans son rapport sur l'amélioration du fonctionnement du Conseil du commerce des marchandises et de ses organes subsidiaires, qui figure dans le document [G/L/1523](#) du 1^{er} décembre 2023.

⁹ Document [WT/L/106](#).

¹⁰ Document [G/AG/1/Add.1](#).

¹¹ Document [RD/AG/125](#).

2.1.4.4 Comité de l'Accord sur les technologies de l'information

2.12. En réponse à une demande adressée par le Président du CCM aux Présidents des organes subsidiaires du CCM au sujet des fonctionnements actuel et futur de leurs comités respectifs, les participants à l'ATI ont tenu des discussions spécifiques à la réunion formelle du Comité de l'ATI du 29 mars. Afin de faciliter de nouvelles discussions sur un éventuel suivi, le Secrétariat a établi un tableau récapitulatif contenant une liste des améliorations susceptibles d'être apportées à l'avenir au fonctionnement du Comité, qui figure dans le document [JOB/IT/33](#), distribué le 3 juillet. Compte tenu des discussions spécifiques menées à la réunion informelle du Comité du 14 juillet, une communication du Président résumant l'état d'avancement des travaux du Comité dans ce domaine a été distribuée dans le document [JOB/IT/35](#), daté du 9 août. Dans sa communication de suivi, distribuée dans le document [JOB/IT/36](#) daté du 31 août, le Président a proposé deux mesures pour adoption par le Comité suivant des procédures écrites, qui ont été approuvées sur cette base le 12 septembre.¹² À cet égard, le Président a distribué un rapport sous la cote [G/IT/W/57](#), qui a par la suite été approuvé et adopté par le Comité à sa réunion formelle du 19 octobre, comme constituant son rapport au CCM.¹³

2.1.4.5 Comité de l'accès aux marchés

2.13. Le Comité de l'accès aux marchés a examiné les propositions des Membres sur la manière d'améliorer son fonctionnement à ses deux réunions formelles des 26 et 27 avril et des 16 et 17 octobre 2023, et à ses trois réunions informelles du 21 février, du 3 juillet et du 18 septembre 2023. Trois principaux documents ont été établis sous la responsabilité de la Présidente pour récapituler les communications des Membres et éclairer les discussions du Comité: i) la liste préliminaire de questions pour examen ([JOB/MA/162](#)); ii) le tableau présentant l'état d'avancement des travaux du Comité après sa réunion informelle du 3 juillet 2023 ([JOB/MA/165](#)); et iii) les propositions adoptées par le Comité suivant les procédures écrites ([JOB/MA/166](#), [JOB/MA/166/Corr.1](#) et [G/MA/411](#)). La liste des questions soumises au Comité de l'accès aux marchés pour examen contenait environ 30 points, fondés sur les contributions reçues des Membres. À l'issue de ce processus de consultations, le Comité de l'accès aux marchés mettra en œuvre 12 changements visant à améliorer son fonctionnement, dont trois qui ont fait l'objet de décisions formelles du Comité et neuf qui consistaient à demander au Secrétariat de modifier la façon dont il appuyait les travaux du Comité et de ses délégués. Des détails supplémentaires figurent dans le rapport du Comité de l'accès aux marchés au CCM distribué sous la cote [G/L/1494](#).

2.1.4.6 Comité des règles d'origine

2.14. Le Comité a entamé un processus écrit visant à évaluer un certain nombre d'améliorations possibles concernant son fonctionnement. Il s'est par ailleurs réuni le 6 juin 2023 et continuera d'examiner des améliorations possibles dans d'autres domaines au cours des prochains mois. Le dernier rapport du CRO au Conseil du commerce des marchandises contenant la liste des points dont la mise en œuvre est validée figure dans le document [G/RO/98-G/L/1493](#).

2.1.4.7 Comité des sauvegardes

2.15. Le Comité a tenu des réunions informelles le 1^{er} mai, le 20 juin et le 2 octobre 2023. Par le biais de deux processus écrits, les Membres sont convenus de quatre points, décrits dans le document [G/SG/284](#), et d'un point additionnel, décrit dans le document [G/SG/285](#), respectivement, destinés à améliorer le fonctionnement du Comité des sauvegardes. À sa réunion du 25 octobre 2023, le Comité n'a pas pu parvenir à un accord sur la proposition figurant dans le document [RD/SG/66/Rev.2](#).

2.1.4.8 Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

2.16. Depuis juin 2022, le Comité SPS a examiné les questions de mise en œuvre découlant de la CM12 dans le cadre de neuf réunions tenues en novembre 2022 (formelle et informelle, document [G/SPS/R/108](#) et son annexe B), mars 2023 (formelle, document [G/SPS/R/109](#)), mai 2023 (informelle, document [G/SPS/R/110](#) et son annexe C, et document [RD/SPS/227](#)), juillet 2023

¹² La décision formelle du Comité a été distribuée dans le document [G/IT/34](#).

¹³ Document [G/L/1498-G/IT/35](#).

(formelle et informelle, document [G/SPS/R/110](#) et son annexe B), septembre 2023 (document [G/SPS/R/111](#), annexe D) et novembre 2023 (formelle et informelle, document [G/SPS/R/111](#) et son annexe C).

2.17. Depuis mars 2023, la cote ICN est utilisée pour les communications du Président convoquant des réunions informelles. Depuis la réunion du Comité de juillet 2023, le Président a encouragé les Membres à mieux utiliser le temps consacré aux préoccupations commerciales spécifiques (PCS) dans les réunions formelles. En conséquence, certains Membres ont abrégé leurs déclarations orales et ils ont téléchargé des renseignements complémentaires dans eAgenda ou ont distribué leurs interventions intégrales dans des documents de la série GEN. Au cours de la réunion de novembre 2023, plusieurs possibilités d'échanges informels ont été offertes pour promouvoir les discussions bilatérales entre les Membres. Le Comité a aussi contacté proactivement les organisations dont les demandes d'octroi du statut d'observateur sont en attente, dans le cadre des discussions sur les contributions des organisations ayant le statut d'observateur.

2.18. À la demande des Membres, un nouveau guide pratique expliquant les principales fonctions de la plate-forme est désormais disponible dans l'eAgenda SPS. De plus, d'autres améliorations ont été apportées à la plate-forme à des fins d'harmonisation avec les autres Comités, tout en préservant les caractéristiques propres au fonctionnement de chacun d'entre eux. Elles donnent notamment la possibilité de choisir entre trois options lors du téléchargement des déclarations, que les Membres peuvent donc choisir de mettre ou non à la disposition des délégations en plus du Secrétariat et des interprètes; ils peuvent également sélectionner la date correspondante. Une nouvelle fonctionnalité de l'eAgenda permet au Secrétariat d'ajouter immédiatement toute décision prise par le Comité au titre de tout point de l'ordre du jour, ce qui facilite la présentation de rapports par les Membres à la capitale. La mise en lien des préoccupations commerciales connexes entre les comités qui utilisent actuellement la Base de données sur les préoccupations commerciales (y compris le Comité SPS) se poursuit. Le Comité continue d'appliquer et d'affiner plusieurs pratiques de longue date, comme l'organisation de séances thématiques, le recours à des groupes thématiques/groupes de travail pour faire avancer les travaux, la préparation de résumés du Président pour les réunions informelles, ou encore l'utilisation de l'eAgenda, d'ePing et de la Base de données sur les préoccupations commerciales, pour n'en citer que quelques-unes.

2.19. Les séances d'information à l'intention des nouveaux délégués ont eu lieu le 13 mars (en présentiel) et le 18 septembre 2023 (en format hybride), et d'autres séances seront organisées périodiquement dans le futur. La page Web consacrée au [Comité SPS](#) a été remaniée à des fins d'uniformisation avec les autres organes. Sur cette page, on peut trouver [une présentation générale du Comité SPS](#) (avec audio), une nouvelle brochure contenant [des renseignements utiles pour les nouveaux délégués](#), ainsi qu'une rubrique de questions et de réponses qui donne des renseignements pratiques aux nouveaux délégués SPS. En outre, une nouvelle page spécifique, inspirée du succès rencontré dans le cadre du Programme de travail concernant la déclaration SPS à la CM12, a été créée pour faciliter le suivi des documents du [sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS](#). Le rapport du Président du Comité SPS sur l'amélioration du fonctionnement du Comité SPS au CCM est reproduit sous les cotes [G/L/1508-G/SPS/69](#).

2.1.4.9 Comité des subventions et des mesures compensatoires

2.20. Le Comité a tenu des réunions informelles le 2 mai, le 20 juin et le 2 octobre 2023. Par le biais de deux processus écrits, les Membres sont convenus de quatre points, décrits dans le document [G/SCM/165](#), et d'un point additionnel, décrit dans le document [G/SCM/166](#), respectivement, concernant l'amélioration du fonctionnement du Comité des subventions et des mesures compensatoires. À sa réunion du 27 octobre 2023, le Comité n'a pas pu parvenir à un accord sur la proposition figurant dans le document [RD/SCM/63/Rev.2](#).

2.1.4.10 Comité des obstacles techniques au commerce

2.21. Au cours de la réunion ordinaire qu'il a tenue les 21-23 juin 2023, le Comité OTC est convenu de trois mesures spécifiques destinées à améliorer son fonctionnement sur la base d'une note d'information que le Secrétariat a établie pour faciliter les discussions sur ce sujet ([JOB/TBT/510](#)). La mise en œuvre de ces mesures est en cours et comprend i) l'organisation de séances d'information régulières à l'intention des délégués; ii) l'utilisation d'e-Agenda pour tous les points de l'ordre du jour (pas seulement les PCS); et iii) l'utilisation d'un ordre du jour annoté pour les réunions informelles. Le Comité OTC continuera d'examiner les améliorations possibles dans le cadre du dixième examen triennal à venir, qui sera achevé en 2024.

2.1.4.11 Comité de la facilitation des échanges

2.22. Le Comité s'est réuni de façon formelle les 15 et 16 juin 2023 et a eu un échange de vues. Il s'est réuni de façon informelle le 26 juillet pour faire avancer la discussion et, à la suite de ces discussions, il est convenu de mettre en œuvre huit changements en vue d'améliorer son fonctionnement. Il est rendu compte des discussions dans le rapport résumé du Président sur la réunion (document [JOB/TF/235](#)). Deux des changements, à savoir 1) la distribution d'un ordre du jour annoté 10 jours avant les réunions formelles du Comité, et 2) la mise en œuvre d'e-Agenda à titre d'essai, sous réserve de considérations budgétaires et de ressources, ont été adoptés conformément à la procédure écrite formelle énoncée dans les documents [JOB/TF/237](#) et [G/TFA/7](#). Le Secrétariat apporterait les six changements restants à la manière dont il appuie les travaux du Comité. Après le processus décrit, le Président a distribué un projet de rapport sous la cote [JOB/TF/239/Rev.1](#) pour examen par le Comité. Le rapport a été adopté à la réunion formelle du Comité des 3-5 octobre 2023 ([G/L/1515](#) et [G/TFA/8](#)).

2.1.4.12 Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce

2.23. Le Comité s'est réuni de façon formelle le 23 février 2023. Les vues exprimées par les Membres sont consignées dans le document [G/TRIMS/M/53](#). Les Membres se sont réunis de façon informelle le 19 juillet et, par le biais d'un processus écrit, sont convenus de trois étapes à suivre pour améliorer le fonctionnement du Comité des MIC, décrites dans le document [G/TRIMS/15](#).

2.1.4.13 Comité de l'évaluation en douane

2.24. Le Comité de l'évaluation en douane a tenu des discussions sur son fonctionnement à la demande du Président du CCM. Suite à cette demande, l'ancien Président du Comité a distribué une communication contenant une liste indicative de questions destinées à orienter les discussions des Membres sur les améliorations qu'ils souhaiteraient voir apporter au fonctionnement du Comité. Le Comité a par la suite procédé à un échange avec les Membres à sa réunion formelle du 24 mai 2023 et aux réunions informelles tenues les 30 janvier et 20 septembre 2023. Par ailleurs, l'ancien Président du Comité a établi un rapport sur le fonctionnement du Comité avant la tenue de ces discussions ([G/L/1472-G/VAL/W/385](#)). Le Président actuel a établi un tableau afin de dresser la liste des améliorations possibles ([JOB/VAL/1](#)), puis un tableau mis à jour indiquant l'état d'avancement des discussions ([ICN/VAL/2/Suppl.1](#)).

2.25. À l'issue de ces discussions, le Comité est convenu, à sa réunion du 15 novembre, d'adopter son rapport sur l'amélioration du fonctionnement du Comité de l'évaluation en douane ([G/L/1513-G/VAL/W/389](#)), qui prévoit la mise en œuvre de six changements en vue d'améliorer son fonctionnement: organisation de séances d'introduction régulières à l'intention des délégués; publication de renseignements sur le site Web décrivant les principaux aspects des travaux du Comité; distribution d'un projet d'ordre du jour un mois avant les réunions formelles du Comité; clôture de l'ordre du jour définitif 15 jours avant ces réunions; distribution d'un ordre du jour annoté avant les réunions formelles du Comité; adoption de la plate-forme e-Agenda à titre permanent; et, en principe, et sous réserve de la volonté des Membres, organisation de séances thématiques dans un cadre informel pour échanger des données d'expérience.

2.1.4.14 Groupe de travail des entreprises commerciales d'État

2.26. Le Groupe de travail a tenu deux réunions informelles, le 28 avril et le 9 juin 2023, pour examiner les améliorations à apporter à son fonctionnement. Par le biais d'un processus écrit, les Membres sont convenus de cinq étapes à suivre pour améliorer le fonctionnement du Groupe de travail, décrites dans le document [G/STR/33](#). Trois autres étapes, décrites dans le document [RD/STR/52](#), restent à l'examen.

2.1.5 Conseil du commerce des services

2.27. La réforme de l'OMC a été examinée à chaque réunion ordinaire que le CCS a tenue depuis la CM12. À la réunion de décembre 2022, le Conseil a examiné les idées que les Membres avaient avancées sur cette question.¹⁴ En outre, en réponse aux appels spécifiques de certaines délégations,

¹⁴ Comme indiqué dans les documents [JOB/SERV/CTS/6](#) et [JOB/SERV/CTS/6/Add.1](#). Ces documents donnent un aperçu des vues des Membres sur tous les mandats donnés à la CM12 présentant une pertinence pour le CCS.

le Président d'alors a dit que le Secrétariat ferait tout son possible pour faire coïncider les réunions du CCS avec celles de ses organes subsidiaires, de manière à faciliter la participation des fonctionnaires en poste dans les capitales, et qu'à compter de 2023, le Président publierait des ordres du jour annotés avant les réunions du Conseil.

2.28. À la suite des consultations organisées en février par le Président d'alors¹⁵, en mars 2023, le Conseil est convenu de charger le Secrétariat de recenser les pratiques du CCS et de son organe subsidiaire le plus actif (à savoir le Comité des engagements spécifiques). Le recensement figurant dans le document [S/C/W/433](#) a été examiné à la réunion de juin, lors de laquelle les délégations ont également formulé un certain nombre de suggestions destinées à améliorer le fonctionnement du Conseil. Il a été convenu que le Secrétariat compilerait et distribuerait une liste de ces suggestions et décrirait des options de mise en œuvre, que les Membres examineraient. Les délégations se sont par ailleurs réjouies d'apprendre que le Secrétariat recommencerait à organiser des séances de formation à l'intention des nouveaux délégués.

2.29. À la réunion d'octobre, les Membres se sont penchés sur la compilation du Secrétariat¹⁶ et ont examiné une communication présentée par le Royaume-Uni¹⁷ décrivant les propositions visant à améliorer le fonctionnement du CCS et de ses organes subsidiaires. Les délégations ont également partagé des suggestions additionnelles en vue de possibles améliorations. Il a été convenu que la Présidente établirait, sous sa propre responsabilité, un rapport résumant les réactions aux diverses propositions que les Membres avaient formulées.

2.30. Le rapport de la Présidente¹⁸ a été examiné à une réunion informelle du CCS tenue le 17 novembre, au cours de laquelle le Secrétariat a également présenté un exposé sur l'utilisation d'e-Agenda au sein du Comité OTC. Bien qu'il y ait une convergence générale entre les délégations sur certains des éléments de réforme, il était admis qu'il était nécessaire de poursuivre la discussion concernant d'autres propositions de réforme. Les Membres ont appuyé la proposition visant à ce que le CCS établisse un rapport sur ses efforts de réforme à l'intention du Conseil général.

2.31. En conséquence, le projet de rapport du CCS à l'intention du Conseil général¹⁹ a été examiné à la réunion formelle du CCS, le 7 décembre. Le rapport final adopté par le Conseil du commerce des services figure dans le document [S/C/65](#). Le rapport fournit des renseignements sur les efforts en cours pour améliorer le fonctionnement du CCS en mettant en évidence les améliorations apportées depuis la conclusion de la CM12.

2.1.6 Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

2.32. Les Membres n'ont pas formellement demandé d'examiner la question de la "réforme par l'action" au Conseil des ADPIC. À une réunion informelle du Conseil tenue en octobre 2023, la Présidente a souligné que bon nombre des points examinés dans ce cadre faisaient déjà partie de la pratique habituelle de fonctionnement du Conseil. Par exemple, le Secrétariat du Conseil organise régulièrement des réunions d'information du Conseil des ADPIC (depuis 2019) à l'intention des nouveaux délégués et publie des ordres du jour annotés avant les réunions formelles du Conseil²⁰ (depuis février 2020), dans lesquels figurent systématiquement des hyperliens vers les documents de référence. Les ateliers, tels que l'atelier annuel sur la mise en œuvre de l'article 66:2 et l'atelier de 2023 sur l'article 67, sont systématiquement organisés de manière à coïncider avec les réunions formelles du Conseil, afin de limiter les problèmes de calendrier. Pour éviter les chevauchements de dates, le calendrier annuel des réunions formelles du Conseil des ADPIC est régulièrement communiqué à l'OMPI avant son adoption à la fin de chaque année.

2.33. Depuis 2019 déjà, les Membres peuvent présenter toutes les notifications et tous les rapports requis au titre de l'Accord sur les ADPIC par voie électronique, au moyen du système de présentation e-TRIPS²¹, une plate-forme en ligne facile à utiliser qui permet aux Membres de rédiger et de présenter des documents en ligne, dans les capitales et à Genève.

¹⁵ Un compte rendu des consultations figure dans le document [JOB/SERV/CTS/9](#).

¹⁶ [JOB/SERV/CTS/14/Rev.1](#).

¹⁷ [S/C/W/452](#).

¹⁸ [JOB/SERV/CTS/19](#).

¹⁹ [JOB/SERV/CTS/22](#).

²⁰ Voir le document [JOB/IP/71](#) pour l'ordre du jour annoté le plus récent de la réunion formelle du Conseil des 30 et 31 octobre 2023.

²¹ [OMCI Propriété intellectuelle \(ADPIC\) - e-TRIPS](#).

2.34. Dans ce contexte, à la réunion informelle d'octobre, les Membres sont convenus qu'il n'était pas nécessaire d'inscrire la "réforme par l'action" à l'ordre du jour de la réunion formelle du Conseil. La Présidente a souligné que les Membres ne devaient néanmoins pas hésiter à présenter toute demande ou question à leur convenance dans ce cadre.

2.35. À la réunion formelle du Conseil des 30 et 31 octobre 2023, le Secrétariat du Conseil des ADPIC a encouragé les délégués à utiliser le nouveau système e-delegate pour indiquer leurs préférences en matière de communication, étant donné que le Conseil s'appuierait bientôt entièrement sur les préférences spécifiées via cette nouvelle plate-forme pour sa communication informelle par courrier électronique.

2.1.7 Comité du commerce et du développement

2.36. À la réunion formelle du CCD du 11 juillet 2023, le Président a fait une déclaration sur les discussions informelles tenues en ce qui concerne les aspects de la réforme de l'OMC liés au développement. Dans le cadre de ces discussions, les Membres ont examiné la question de savoir quelles mesures pourraient être prises pour améliorer le fonctionnement du CCD. La déclaration du Président a été distribuée sous la cote [JOB/COMTD/2](#). Le Comité a par ailleurs examiné une communication du Royaume-Uni sur l'amélioration du fonctionnement du CCD ([WT/COMTD/W/276](#)).

2.37. À la réunion formelle du CCD du 17 novembre 2023, le Comité a pris note d'un certain nombre de mesures qui avaient été mises en place pour améliorer le fonctionnement du CCD. Ces mesures ont été décrites par le Président du CCD dans la déclaration qu'il a prononcée sur les aspects de la réforme de l'OMC liés au développement ([JOB/COMTD/7](#)). Elles comprennent l'utilisation de projets d'ordres du jour annotés, l'inclusion d'hyperliens permettant d'accéder au site "Documents en ligne" de l'OMC et l'établissement d'un calendrier des réunions du CCD pour 2024, entre autres. Un e-Agenda sera mis en place à titre d'essai pour la session ordinaire du CCD, à partir de la première réunion de 2024. En outre, la page du CCD figurant sur le site Web de l'OMC a été mise à jour et contient désormais plus de renseignements sur les travaux du Comité, ainsi que des supports de formation.

2.1.8 Comité des accords commerciaux régionaux

2.38. À la suite d'une communication des États-Unis soulevant des questions sur le fonctionnement du Comité ([WT/REG/W/174](#)) et des réponses de certains Membres ([JOB/REG/6/Rev.1](#)), la Présidente a tenu des consultations informelles individuelles les 2 et 4 juin 2023, suivies d'une réunion informelle du Comité le 22 juin 2023. Son rapport sur les consultations informelles se trouve dans le document [JOB/REG/7](#). La Chine a elle aussi fait distribuer une communication sur ce sujet ([WT/REG/W/180](#)). D'autres discussions ont eu lieu à la réunion formelle du CACR du 5 juillet. Un résumé des discussions figure dans le document [JOB/REG/8](#). Les discussions se sont poursuivies à la dernière réunion de l'année, tenue les 20 et 21 novembre 2023. Le résumé de ces discussions établi par la Présidente figure dans le document [JOB/REG/9](#).

2.39. Le Secrétariat a aussi effectué un certain nombre de changements d'ordre procédural, y compris l'inclusion d'hyperliens vers tous les documents mentionnés dans l'aérogamme et l'élaboration d'un calendrier ainsi que d'un programme de travail interactif du CACR accessibles en ligne par les Membres sur la page Web consacrée aux ACR. Une enquête sur la base de données sur les ACR a en outre été menée afin d'aider à l'améliorer. Un projet de résumé d'une présentation factuelle, demandé par les Membres, a aussi été distribué, pour observations; des outils d'intelligence artificielle ont été utilisés pour élaborer une première mouture, qui a ensuite été vérifiée et modifiée par le Secrétariat. Les 20 et 21 septembre, le Secrétariat a par ailleurs présenté aux Membres des exposés sur le processus de transparence dans le cadre du Mécanisme pour la transparence des ACR, dans l'intention d'organiser régulièrement des réunions d'information de ce type. Ces exposés peuvent être consultés sur la page Web des ACR.

2.1.9 Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie

2.40. Le Secrétariat a effectué des changements d'ordre procédural, y compris la distribution de projets d'ordre du jour deux semaines avant la publication des aérogrammes et l'inclusion d'hyperliens vers tous les documents mentionnés dans les aérogrammes, les ordres du jour proposés et les rapports annuels.

2.2 Comité des négociations commerciales et groupes de négociation

2.2.1 Comité des négociations commerciales

2.41. Suite aux communications des Membres, l'avis de convocation pour la réunion formelle du CNC et la réunion informelle des Chefs de délégation du 20 juillet 2023 donnait des précisions sur chacune des questions qui serait examinée et orientait les questions afin de faciliter un dialogue constructif au cours de la réunion. Pour donner suite à la suggestion des Membres selon laquelle il faudrait inscrire des points spécifiques et distincts à l'ordre du jour pour aider à faciliter un dialogue plus direct entre les Membres et entre les Membres et la Directrice générale sur les questions concernant le Secrétariat et les questions institutionnelles, la réunion informelle des Chefs de délégation du 20 juillet 2023 sera prolongée pour permettre des échanges plus détaillés sur le budget de l'OMC, le processus de transformation du Secrétariat et les exercices de définition d'une vision et de piliers stratégiques, et les Groupes consultatifs des entreprises et de la société civile auprès du Secrétariat.

2.2.1.1 Comité de l'agriculture réuni en session extraordinaire

2.42. Le Comité de l'agriculture réuni en session extraordinaire a depuis fait en sorte que toutes les références à des documents (cotes de document) incluent un hyperlien pointant vers Documents en ligne et que le Secrétariat continue d'organiser des séances d'introduction à l'intention des nouveaux délégués, sur demande.

2.3 Comités plurilatéraux

2.3.1 Comité des marchés publics

2.43. En octobre 2023, le Secrétariat a organisé une séance d'information virtuelle à l'intention des délégués en poste à Genève et dans les capitales, axée principalement sur les travaux du Comité, les outils électroniques récemment mis au point, les types de documents, les points actuellement inscrits à l'ordre du jour, etc. Lors des réunions qu'il a tenues le 7 juin 2023, le Comité est convenu de tester e-Agenda à ses réunions de novembre 2023 à titre d'essai et sans engagement. Le Secrétariat a organisé une formation spécialisée afin d'aider les délégués. En novembre 2023, le Comité a décidé de continuer à utiliser e-Agenda pour ses réunions de mars 2024 à titre d'essai et sans engagement.

2.44. Le Président a tenu, sous sa propre responsabilité, des consultations bilatérales en juillet et des consultations informelles ouvertes en octobre et novembre 2023 sur la "réforme par l'action". En novembre 2023, il a également fait rapport au Comité sur ses consultations. L'un des principaux éléments à retenir des consultations était que les délégations estimaient que le Comité était un organe de l'OMC qui fonctionnait bien et qui avait déjà optimisé son fonctionnement sous de nombreux aspects. Les réalisations effectives ou en suspens du Comité dans le domaine de la réforme par l'action sont résumées dans l'appendice du rapport annuel récemment adopté ([GPA/AR/6](#)).

2.3.2 Comité du commerce des aéronefs civils

2.45. Le Comité a abordé la question de son fonctionnement à sa réunion ordinaire du 17 novembre 2023. Aucun Membre n'a présenté de proposition ou d'observation à ce sujet.

3 DOCUMENTS SUR LA "RÉFORME PAR L'ACTION" PRÉSENTÉS PAR LES MEMBRES²²

3.1 Documents postérieurs à la CM11 et antérieurs à la CM12

| Coauteurs | Titre | Cotes des documents | Date |
|---|--|---|---|
| Canada | Renforcer la fonction de délibération de l'OMC | JOB/GC/211 | 14/12/2018 |
| Hong Kong, Chine | Better Functioning of CTG and Subsidiary Committees | RD/CTG/9 | 27/06/2019 |
| Hong Kong, Chine | Better Functioning of CTG and Subsidiary Committees | RD/CTG/10 | 11/11/2019 |
| Albanie; Australie; Canada; Chine; Hong Kong, Chine; Islande; Macédoine du Nord; Norvège; Nouvelle-Zélande; Panama; Qatar; République de Corée; République de Moldova; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsuo; Thaïlande; Türkiye; Ukraine; et Union européenne | Lignes directrices en matière de procédures pour les conseils et comités de l'OMC traitant des préoccupations commerciales | WT/GC/W/777 et WT/GC/W/777/Rev.1 , WT/GC/W/777/Rev.2 , WT/GC/W/777/Rev.3 , WT/GC/W/777/Rev.4 , WT/GC/W/777/Rev.5 et WT/GC/W/777/Rev.6 | 05/07/2019 pour la première communication |
| Cuba; Équateur; État plurinational de Bolivie; Groupe africain; Inde; et Oman | Renforcer l'OMC pour promouvoir le développement et l'inclusion | WT/GC/W/778 et WT/GC/W/778/Rev.1 , WT/GC/W/778/Rev.2 , WT/GC/W/778/Rev.3 et WT/GC/W/778/Rev.4 | 11/07/2019 pour la première communication |
| Groupe des PMA | Point de vue des PMA sur les discussions et propositions concernant la réforme de l'OMC | JOB/GC/223 et JOB/GC/223/Rev.1 | 06/12/2019 pour la première communication |
| Australie; Brésil; Canada; Chine; États-Unis; Israël; Japon; Mexique; Norvège; Nouvelle-Zélande; République de Moldova; Royaume-Uni; Singapour; Suisse; Allemagne; Autriche; Belgique; Bulgarie; Chypre; Croatie; Danemark; Espagne; Estonie; Finlande; France; Grèce; Hongrie; Irlande; Lettonie; Italie; Lituanie; Luxembourg; Malte; Pays-Bas; Pologne; Portugal; République slovaque; République tchèque; Roumanie; Slovaquie; Suède; et Union européenne | Améliorations procédurales concernant le Comité du budget, des finances et de l'administration | WT/BFA/W/538 , WT/BFA/W/538/Rev.1 et WT/BFA/W/538/Rev.2 | 15/02/2021 pour la première communication |
| Brésil | Douzième Conférence ministérielle de l'OMC | JOB/GC/310 | 25/05/2022 |

²² Ceci est une liste non exhaustive des documents sur la "réforme par l'action" présentés par les Membres et n'inclut pas les contributions que les Membres ont apportées lors des discussions sur la réforme tenues dans le cadre des différents organes de l'OMC. Cette liste est présentée à titre indicatif uniquement. Elle ne vise pas à faire de quelconques qualifications, ni à avoir une quelconque influence sur le débat concernant la réforme de l'OMC que les Membres tiennent dans le cadre des organes de l'OMC et d'autres instances.

3.2 Documents postérieurs à la CM12

| Coauteurs | Titre | Cotes des documents | Date |
|--|--|---|--|
| Cuba; Groupe africain; Inde; et Pakistan | Renforcer l'OMC pour promouvoir le développement et l'inclusion | WT/GC/W/778/Rev.5 | 18/07/2022 |
| États-Unis | Examen des modifications à apporter au fonctionnement du CACR afin de mieux servir les Membres | WT/REG/W/174 JOB/REG/6 et JOB/REG/6/Rev.1 | 18/01/2023 pour la première communication |
| Argentine; Brésil; Colombie; Équateur; Paraguay; Pérou; et Uruguay | Fonctionnement du CCM et de ses organes subsidiaires | JOB/CTG/21 , JOB/TBT/498 JOB/SPS/25 , JOB/MA/158 , JOB/AG/238 , JOB/TF/232 et JOB/TF/232/Rev.1 , JOB/TF/232/Rev.2 et JOB/TF/232/Rev.3 | 22/02/2023 pour la première communication |
| Royaume-Uni | Compilation des contributions concernant le fonctionnement des organes s'occupant des marchandises | JOB/CTG/26 et JOB/CTG/26/Rev.1 | 30/03/2023 pour la première communication |
| Argentine | List of Issues where there appears to be a consensus that they should be addressed in all CTG Subsidiary Bodies | RD/CTG/19 | 04/04/2023 |
| Royaume-Uni | Vues du Royaume-Uni sur le fonctionnement du Comité de l'accès aux marchés | JOB/MA/163 | 25/04/2023 |
| Colombie; États-Unis; Guatemala; Israël; Nouvelle-Zélande; Pérou; Philippines; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; et Thaïlande | Améliorer l'inclusion par un examen et une évaluation de la participation d'acteurs extérieurs | WT/GC/W/871 et WT/GC/W/871/Rev.1 , WT/GC/W/871/Rev.2 et WT/GC/W/871/Rev.3 | 26/04/2023 pour la première communication |
| États-Unis et Thaïlande | Améliorer le fonctionnement du Conseil général et des réunions des Chefs de délégation/du Comité des négociations commerciales | WT/GC/W/872 et WT/GC/W/872/Rev.1 | 26/04/2023 pour la première communication |
| Australie; Canada; Chine; Hong Kong, Chine; Japon; Norvège; Nouvelle-Zélande; Thaïlande; et Türkiye | Maximiser la valeur des Conférences ministérielles de l'OMC | WT/GC/W/873 et WT/GC/W/873/Rev.1 , WT/GC/W/873/Rev.2 et WT/GC/W/873/Rev.3 | 27/04/2023 pour la première communication |
| Inde | Réforme de l'OMC: Changements progressifs visant à améliorer le fonctionnement des différents organes de l'OMC | WT/GC/W/874 | 01/05/2023 |
| Australie; Brunéi Darussalam; Canada; Chili; Costa Rica; Guatemala; Islande; Israël; Japon; Macédoine du Nord; Monténégro; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pérou; Philippines; République de Corée; République de Moldova; Royaume-Uni; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Ukraine; et Union européenne | Améliorer le fonctionnement des organes de l'OMC afin de redynamiser ses fonctions de suivi et de délibération | WT/GC/W/877 et WT/GC/W/877/Rev.1 | 03/05/2023 pour la première communication |

| Coauteurs | Titre | Cotes des documents | Date |
|--|---|---|---|
| Australie; Chine; et Thaïlande | De petites améliorations pour faire la différence | WT/GC/W/879 et WT/GC/W/879/Rev.1 et WT/GC/W/879/Rev.2 | 18/05/2023 pour la première communication |
| Argentine; Brésil; Colombie; Équateur; Paraguay; et Uruguay | Fonctionnement du Conseil général et de ses organes subsidiaires | WT/GC/W/881 | 12/06/2023 |
| Brésil | Conférences ministérielles de l'OMC | WT/GC/W/882 | 14/06/2023 |
| Chine | Accomplir le mandat et renforcer la fonction du CACR | WT/REG/W/180 | 21/06/2023 |
| Groupe africain (Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Eswatini, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie et Zimbabwe) | Les réformes institutionnelles de l'Organisation mondiale du commerce sous l'angle du développement | WT/GC/W/895 | 13/07/2023 |
| Australie; Brésil; Canada; Colombie; Costa Rica; États-Unis; Norvège; Nouvelle-Zélande; Royaume-Uni; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; et Union européenne | Révisions proposées du document WT/L/452 "Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC" | WT/GC/W/897 et WT/GC/W/897/Rev.1 | 13/07/2023 pour la première communication |
| Royaume-Uni | Améliorer le fonctionnement du Conseil du commerce des services et de ses organes subsidiaires | S/C/W/452 | 21/07/2023 |
| Colombie; Paraguay; Royaume-Uni; et Uruguay | Fonctionnement du CCM: améliorer la clarté et l'accessibilité des renseignements | JOB/CTG/43 et JOB/CTG/43/Rev.1 | 16/11/2023 pour la première communication |
| Chine | Moyens possibles de prendre acte des progrès accomplis et de donner de nouvelles instructions en vue des travaux de la "réforme par l'action" à la CM13 | JOB/GC/372 | 20/11/2023 |